

Gabriel Gagnon

sociologue, retraité du département de sociologie, Université de Montréal

(2000)

“Vers un nouvel imaginaire social”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la bibliothèque numérique: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une bibliothèque développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Gabriel Gagnon, "**Vers un nouvel imaginaire social**".

Un article publié dans la revue **Possibles**, vol. 24, no 2-3, printemps-été 2000, pp. 50-61.

M. Gabriel Gagnon, sociologue, est professeur de sociologie au département de sociologie de l'Université de Montréal.

[Autorisation confirmée par l'auteur, le 18 novembre 2004, de diffuser toutes ses publications.]



Courriel : lheureux.gagnon@sympatico.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 22 septembre 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



Gabriel Gagnon,

“Vers un nouvel
imaginaire social”.



Un article publié dans la revue **Possibles**, vol. 24, no 2-3, printemps-été 2000, pp. 50-61.

Table des matières

[Introduction](#)

[Trois utopies concrètes](#)

[De nouveaux acteurs sociaux](#)

Gabriel Gagnon,

“Vers un nouvel imaginaire social”.

Un article publié dans la revue **Possibles**, vol. 24, no 2-3,
printemps-été 2000, pp. 50-61.

À LA MÉMOIRE DE CORNELIUS CASTORIADIS.
PRÉCURSEUR DU XXI^e SIÈCLE

*On n'honore pas un penseur en louant
ou même en interprétant son travail,
mais en le discutant, le maintenant par là en vie
et démontrant dans les actes qu'il défie
le temps et garde sa pertinence.*

Cornelius Castoriadis

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Castoriadis nous a quittés en décembre 1997. En juin dernier, nous étions nombreux à participer à Paris à un colloque international intitulé « Penser la création humaine, agir vers l'autonomie. Rencontre autour des idées mères de Castoriadis ». ¹

¹ Les livres les plus actuels de Castoriadis sont l'incontournable *L'Institution imaginaire de la société* (Seuil, 1975), repris l'an dernier dans *Points Essais* et les six volumes des *Carrefours du labyrinthe* (« Les Carrefours du labyrinthe », 1978, « Domaines de l'homme », 1986, « Le Monde morcelé », 1990, « La Montée de l'insignifiance », 1996, « Fait et à faire », 1997, « Figures du possible », 1999) tous publiés aux Éditions du Seuil.

Ces idées mères, qui opposent à « la pensée héritée » le projet d'autonomie qu'il a poursuivi toute sa vie, sont : « la société et l'histoire comme créations humaines, l'imaginaire comme puissance de position des significations et institutions sociales, l'imagination radicale comme source de créativité de la psyché ».

Tout en partageant l'inquiétude de Castoriadis sur l'avenir d'une société occidentale qui, malgré les mythes de la globalisation, semble entrer dans une « longue période de régression historique », je tenterai ici, poursuivant la réflexion amorcée lors de ce colloque, d'explorer à sa suite les voies nouvelles que pourraient prendre dans le siècle qui commence la création individuelle et l'autonomie collective qui ont caractérisé les meilleurs moments de l'histoire humaine.

Nous sommes en effet, selon la belle expression d'André Gorz, « condamnés à la poursuite de l'autonomie », menacée à la fois par la dégradation de l'environnement et par les contradictions internes d'un capitalisme qui produit toujours plus de guerres, d'aliénation et d'exclusion.

Bien sûr les critiques ne manquent pas face à cette situation intolérable pour la plus grande partie de l'humanité, mais on doit se demander sérieusement si elles tiennent toujours compte du fait que comme l'a écrit Castoriadis « le prix à payer pour la liberté c'est la destruction de l'économique comme valeur centrale et en fait unique ».

D'un côté, un certain nombre de penseurs et d'acteurs sociaux, obnubilés par les contraintes du système mondial, ne semblent plus distinguer à l'horizon d'autres possibles vraiment émancipatoires. Ainsi, chaque mois, on peut explorer de façon approfondie dans le *Monde diplomatique* les conséquences inexorables de la mondialisation et de l'impérialisme culturel sans y trouver cependant d'autres voies pour sortir de l'imaginaire dominant que la « gauche de la gauche » autoproclamée par Pierre Bourdieu ou les comités ATTAC préconisant la taxe Tobin sur les transactions spéculatives internationales. Même si ces comités ont élargi leurs perspectives en se développant de façon phénoménale en France, dans le monde et au Québec, ils proposent plutôt une résistance ponctuelle et un peu résignée à la mondialisation prônée par l'Organisation mondiale du commerce qu'une alternative réelle à cette rationalité économique qu'ils prétendent combattre.

Pour d'autres, encore plus résignés, la recherche des possibles ne peut plus s'effectuer qu'à l'intérieur d'un système mondial et d'une économie de marché devenus incontournables. On trouve un bon exemple de cette attitude dans « Le pari de la réforme » qu'a tenté d'explorer la revue *Esprit* dans son volumineux numéro de mars-avril 1999. L'ensemble de la social-démocratie européenne et même la gauche plurielle française, convertis à une nécessaire responsabilisation des individus face au déclin de l'État-providence, y apparaissent complètement à court d'un nouvel imaginaire cohérent à opposer à la « pensée unique ».

La démocratie procédurale, la communication non perturbée de Habermas, l'anti-totalitarisme, la tolérance et la défense des droits de la personne sont sans doute des conditions nécessaires au maintien de sociétés autonomes toujours fragiles mais elles ne sauraient suffire à la tâche. En ce sens, sauf peut-être chez Pierre Rosanvallon qui, se souvenant sans doute d'avoir jadis écrit *L'Âge de l'autogestion et Misère de l'économie*, nous appelle à dépasser l'économie de marché sans retourner à un idéal communautaire impossible, le dossier d'*Esprit* nous laisse aussi sans véritable espérance.

Si l'on veut tenter de prolonger le projet social-historique de Castoriadis, il nous faut plutôt constater à sa suite que l'implantation universelle de l'économie de marché n'est qu'une construction imaginaire historiquement datée susceptible comme celles qui l'ont précédée d'être dépassée par un autre imaginaire liant différemment vie privée (*oikos*), société civile (*agora*) et État (*ecclesia*).

Au lieu de continuer à opposer démocratie libérale et révolution, peut-être pourrions-nous aller voir du côté des « réformes révolutionnaires » jadis prônées par André Gorz ou des « utopies concrètes » que proposait Anthony Giddens avant de devenir le gourou de Tony Blair.

Trois utopies concrètes

[Retour à la table des matières](#)

Émerge-t-il aujourd'hui dans nos sociétés de telles réformes, de telles utopies susceptibles de faire renaître sous un nouveau visage le projet d'autonomie que Castoriadis nous a laissé en héritage ?

Le Droit à la paresse du gendre de Marx, Paul Lafargue, publié en 1883 et *Le Chômage créateur* d'Ivan Illich (Seuil, 1977) ont ouvert la voie à ceux de plus en plus nombreux qui mettent en cause dans leurs réflexions ou dans leur vie quotidienne l'importance centrale d'un travail de moins en moins nécessaire pour combler les besoins essentiels de l'humanité. L'intérêt renouvelé pour la réduction du temps de travail s'inscrit dans cette perspective. On la prône surtout comme remède au chômage et à l'exclusion : en France les tentatives courageuses de la ministre Martine Aubry pour instaurer la semaine de 35 heures, malgré leur succès encore mitigé, constituent un premier pas significatif alors qu'au Québec nous n'en sommes qu'au passage graduel aux 40 heures à partir d'une semaine légale de 44 heures.

Malheureusement, trop obnubilés par la dimension « économiste » de la réduction du temps de travail, les sociaux-démocrates ne font pas assez valoir le potentiel d'émancipation dont cette semaine écourtée pourrait être porteuse. En effet, il y a toute une différence dans la vie quotidienne entre travailler une heure de moins chaque jour et ne travailler que quatre jours au lieu de cinq chaque semaine. Voilà pourquoi les observateurs les plus lucides parlent maintenant de la semaine de 32 heures pour vraiment changer la vie en partageant mieux les gains de productivité issus de l'évolution technologique.

Pourtant, le sociologue Daniel Mothé, vieux compagnon de Castoriadis, qui fut jadis ouvrier dans l'industrie automobile chez Renault, a bien raison d'indiquer, dans *l'Utopie du temps libre* (Éditions Esprit, 1997) que le temps gagné par la réduction de la semaine de travail risque de se dé-

grader en « temps de consommation » et de profiter essentiellement aux classes porteuses d'un certain capital culturel.

Il faut donc revenir sur cet autre possible constitué par un secteur associatif concrétisant à sa manière la réciprocité sociale que le grand économiste et historien Karl Polanyi opposait au marché capitaliste et à la redistribution étatique. Jacques T. Godbout avec ses travaux sur le don (*L'Esprit du don*, Boréal, 1992) et surtout Alain Caillé et son Mouvement anti-utitariste dans les sciences sociales (MAUSS) s'inspirent des travaux de Polanyi pour baliser les chemins d'une société nouvelle où la solidarité sociale occuperait une place centrale.

Le secteur associatif fait actuellement chez nous l'objet d'un vif débat ravivé par la « troisième voie » proposée à l'Angleterre par Tony Blair. Sous le vocable trop large d'« économie sociale » ce secteur peut devenir surtout un univers de sous-traitance au service de gouvernements se disant sociaux-démocrates mais tentant de répondre au moindre coût aux besoins que l'État-providence ne voudrait plus combler.

Pourtant, lorsqu'il conserve ses dimensions d'« économie solidaire » - la réponse à des besoins sociaux réels négligés par le marché et l'État assortie de la participation permanente à sa gestion par ses travailleurs et ses usagers-, le secteur associatif peut déboucher sur un vaste projet de société fondé sur la convivialité et la réciprocité, véritable alternative aux politiques de l'État néo-libéral.

D'abord gisement de nouveaux emplois, il pourra aussi proposer une autre façon de remettre en cause la rationalité économique. Pour plusieurs, à constituera une façon d'occuper bénévolement le temps libre laissé par la diminution du temps de travail. Quant aux exclus du travail salarié traditionnel, il leur fournira un lieu privilégié d'insertion sociale.

Depuis quelque temps, une vieille idée conçue au XVIIIe siècle par le révolutionnaire américain Thomas Payne, celle de « l'allocation universelle » aussi nommée « revenu de citoyenneté », refait surface sous la plume de gens aussi différents que les économistes de droite Milton Friedman et Friedrich Von Hayek et les sociologues de gauche André Gorz en France, Claus Offe en Allemagne et Zygmunt Bauman en Angleterre. Pour les penseurs de droite, il s'agit d'une façon astucieuse de rem-

placer au rabais par une « allocation de subsistance » un certain nombre de politiques instaurées par l'État-providence. Pour la gauche, qui fait face à l'insécurité engendrée par le chômage et l'exclusion, il s'agit de reconnaître que chaque citoyen a un droit inaliénable de participer à la prospérité collective par un « revenu de citoyenneté » consacrant son autonomie et sa liberté de choix.

S'inspirant de près de Castoriadis qu'il qualifie de « plus grand philosophe politique du siècle » le sociologue britannique d'origine polonaise Zygmunt Bauman, dans son dernier ouvrage (*In Search of Politics*, Stanford University Press, 1999) fait du « revenu de citoyenneté » l'amorce d'une nouvelle « agora » où nous pourrions vraiment choisir, à l'abri du besoin, entre la simplicité volontaire et l'insertion dans le marché du travail. André Gorz, plus sceptique sur l'implantation rapide d'une telle politique, croit quand même qu'elle pourrait contribuer de façon assez importante à l'élimination graduelle, qu'il souhaite, du salariat et du capitalisme. Il suggère qu'on l'applique d'abord aux jeunes en l'accompagnant d'une forme de service civil volontaire qui pourrait remplacer avec profit le « workfare » américain et le « parcours vers l'emploi » instauré par le PQ.

D'ailleurs, dans un récent « Manifeste pour un revenu de citoyenneté » (*l'aut'journal*, 1999), où l'on reconnaît davantage les solides arguments de l'économiste-philosophe que la pétulance souvent débridée du vieux syndicaliste, Michel Bernard et Michel Chartrand, reprenant en partie le travail de François Aubry présenté au dernier Congrès de la CSN (*L'Allocation universelle, fondements et enjeu*, CSN, mai 1999), montrent bien comment le « revenu de citoyenneté » pourrait être chez nous au centre d'une politique parfaitement réalisable de « pauvreté zéro ». Il devrait être suffisant pour mettre fin à l'inquiétude face aux biens premiers. Il ferait disparaître « les tracasseries et les humiliations » que doivent affronter les accidentés du travail et les bénéficiaires de la Sécurité du revenu. Il constituerait une meilleure assurance contre le chômage et la précarité, même pour les travailleurs autonomes. Il favoriserait la réinsertion sociale en renforçant le secteur associatif et en permettant « aux exclus de redevenir des acteurs économiques en dehors du grand système de production traditionnel ». Il soutiendrait la famille en reconnaissant la valeur sociale du travail à domicile, qu'il soit accompli par un homme ou une femme. Finalement, il donnerait à chacun « une plus grande liberté face

au choix de son travail », faisant disparaître les emplois trop mal payés et conférant au travailleur un meilleur pouvoir de négociation. Sans présenter de façon détaillée les coûts d'une telle mesure, les auteurs prétendent qu'ils seraient abordables dès maintenant puisqu'elle se substituerait à plusieurs programmes sociaux actuels tout en constituant un facteur important de stimulation économique. Il leur faudra aller plus loin dans ce sens pour que leur proposition devienne rapidement un véritable enjeu politique.

À partir de ces utopies concrètes que sont réduction du temps de travail, économie solidaire et revenu de citoyenneté, ne pourrions-nous pas redonner vie à cette riche idée d'autogestion qui fit jadis la spécificité de la « deuxième gauche » française comme du projet politique de Castoriadis et qui présida aussi à la naissance de POSSIBLES ? Ne pourrions-nous pas retrouver dans la tradition autogestionnaire, au-delà des concepts de citoyenneté, d'identité, de pluralisme ou de muticulturalisme, une façon moderne de nous rapprocher à la fois de la société autonome et de la démocratie directe prônée par Castoriadis ?

Par ailleurs, si l'on veut vraiment, au delà des préoccupations à court terme des politiciens, assurer l'avenir de la planète et le bien-être de l'ensemble de ses habitants, il nous faudra bien nous résoudre à cette « simplicité volontaire » que défend chez nous l'écologiste Serge Mongeau (*La Simplicité volontaire, plus que jamais, Écosociété, 1998*) et qui fait de plus en plus d'adeptes. Dans son dialogue avec Daniel Cohn-Bendit et dans sa dénonciation de la « montée de l'insignifiance », Castoriadis allait aussi dans ce sens.

Or ce qui apparaîtrait, peut-être en tâtonnant et en balbutiant, à travers le mouvement écologique, c'est que certainement nous ne voulons pas être maîtres et possesseurs de la nature. D'abord, parce que nous avons compris que cela ne veut rien dire, que cela n'a pas de sens si ce n'est d'asservir la société à un projet absurde et aux structures de domination qui l'incarnent. Et, ensuite, parce que nous voulons un autre rapport à la nature et au monde ; et cela veut dire aussi un autre mode de vie, et d'autres besoins.

[...] À mes yeux, le mouvement écologique est apparu comme un des mouvements qui tendent vers l'autonomie de la société ; [...] Dans le mouvement écologique il s'agit, en premier lieu, de l'autonomie par rapport à un système technico-productif, prétendument inévitable ou prétendument optimal : le sys-

tème technico-productif qui est là dans la société actuelle. Mais il est absolument certain que le mouvement écologique, par les questions qu'il soulève, dépasse de loin cette question du système technico-productif, qu'il engage potentiellement tout le problème politique et tout le problème social. ²

De nouveaux acteurs sociaux

[Retour à la table des matières](#)

Sur quels acteurs sociaux pourrions-nous compter non seulement pour penser mais aussi pour produire le nouvel imaginaire souhaité par Castoriadis ?

La social-démocratie d'aujourd'hui, à court d'imagination, se contente d'imposer de faibles contraintes à l'expansion tous azimuts du néolibéralisme. C'est bien le sens de « la troisième voie » prônée par Tony Blair et Gerhard Schröder qui devient la marque de commerce d'une social-démocratie désormais sans visage. Jadis porteurs d'une vision nouvelle, les principaux partis verts européens, en choisissant les mirages du pouvoir, semblent avoir aussi rejoint le camp de la rationalité économique. Quant aux mouvements ouvriers, repliés sur la défense d'intérêts corporatifs et identitaires, la résistance à l'effritement de leur pouvoir de négociation leur laisse peu de temps pour songer à l'avènement d'une société différente plus solidaire.

On a beaucoup décrié l'art contemporain ces dernières années. Les artistes ne contribueraient-ils pas à « la montée de l'insignifiance » ? Pour plusieurs critiques, ils ne seraient plus porteurs pour leur public d'une émancipation qu'ils continuent pourtant à proclamer du bout des lèvres. « L'artiste que déjà ils ne comprennent pas n'est même plus moralement de (leur) côté en tant qu'adversaire des pouvoirs mais semble se liguer avec eux pour organiser le déplaisir public ». Ces constatations de Rainer Rochlitz dans *Subversion et Subvention. Art contemporain et argumentation esthétique* (Gallimard, 1994) pourraient concerner autant les écrivains que les artistes contemporains.

² *De l'économie à l'autonomie*, Seuil, 1981, pp. 38-39.

Quant aux intellectuels, combien d'entre eux n'ont-ils pas choisi le repli sur l'érudition ou la défense en privé d'une « révolution » mythique et introuvable quand ils n'ont pas succombé à l'attrait des médias simplificateurs.

Pourtant, comme à bien des moments de l'époque moderne, artistes et intellectuels possèdent encore un immense pouvoir de résistance à la pensée unique et surtout de création d'un nouvel imaginaire débarrassé du « conformisme généralisé » qui nous étouffe. Castoriadis demeurait malgré tout optimiste :

La philosophie nous montre qu'il serait absurde de croire que nous aurions Jamais épuisé le pensable, le faisable, le formable, de même qu'il serait absurde de poser des limites à la puissance de formation qui gît toujours dans l'imagination psychique et l'imaginaire collectif social-historique. Mais elle ne nous empêche pas de constater que l'humanité a traversé des périodes d'affaïssement et de léthargie, d'autant plus insidieuses qu'elles ont été accompagnées de ce qu'il est convenu d'appeler un « bien-être matériel ». Dans la mesure, faible ou pas, où cela dépend de ceux qui ont un rapport direct et actif à la culture, si leur travail est resté fidèle à la liberté et à la responsabilité, ils pourront contribuer à ce que cette phase de léthargie soit la plus courte possible. ³

Au Québec, des pratiques nouvelles, porteuses d'émancipation et montrant les voies d'un nouvel imaginaire, font souterrainement leur chemin, surtout chez les jeunes générations ; elles n'ont pas encore trouvé d'écho dans *l'agora* de la société civile et encore moins dans *l'eccllesia* politique. Ni vert ni rouge ni même rose, le PQ, sous le couvert d'un discours souverainiste encore électoralement rentable, prend chaque jour davantage le parti des classes dominantes avant tout soucieuses de nous rattacher à ce vaste espace nord-américain où s'éteindraient avec notre spécificité les voix des intellectuels, des artistes, des travailleurs et des exclus. Après le « déficit zéro » on veut maintenant nous imposer une réduction des impôts qui, les militantes Françoise David et Vivian Labrie le font souvent remarquer, n'améliorera en rien le sort de ceux et celles qui, « au bas de l'échelle », n'en paient pas. Vouloir retenir ainsi au Québec quelques aventuriers du savoir ou de la finance attirés par le mirage américain est de la pure démagogie si l'on sait que les impôts servent avant tout à payer

³ *Esprit*, octobre 1994, p. 50.

des services de santé et d'éducation profitables à tous. Baisser les impôts des plus riches ne fait qu'encourager la consommation « de luxe » au détriment des besoins collectifs.

Le mode de scrutin, comme vient de le montrer avec force détails l'excellent livre de Paul Cliche (*Le Scrutin proportionnel, l'aut'journal*, 1999), ne favorise pas la naissance d'une solution de remplacement au PQ. Après sa percée intéressante aux élections de 1989, notre Parti vert s'est éteint, laissant le front de l'environnement à un ensemble de groupes sectoriels mal coordonnés. Malgré une riche tradition chez nous, les partis socialistes n'atteignent même plus 1% du vote. La transformation du Rassemblement pour l'alternative politique (RAP) en parti l'automne prochain permettra-t-elle une nouvelle synthèse où l'imaginaire écologiste pourrait rejoindre la solidarité populaire et la revendication sociale pour proposer une véritable alternative à l'électorat ? La tâche s'avère pour le moment extrêmement difficile.

Parallèlement à ces efforts, en perpétuant à POSSIBLES l'héritage d'une pensée critique pour nous encore actuelle, peut-être aiderons-nous à faire émerger ce nouvel imaginaire souhaité par Castoriadis. Plus que d'autres sociétés moins menacées, le Québec en a un urgent besoin.

Fin du texte